

(1)

(N° 10.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 NOVEMBRE 1890.

CONTINGENT DE L'ARMÉE POUR 1891.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, nous avons l'honneur de vous présenter le projet de loi qui doit déterminer, au vœu de l'article 119 de la Constitution, le contingent de l'armée pour 1891 et le contingent à lever sur la classe de milice de la même année.

L'article 3 du projet proroge, comme les années précédentes, le droit conféré au Roi de rappeler les classes congédiées, en cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé.

Le Ministre de la Guerre,

PONTUS.

Le Ministre de l'Intérieur et de

l'Instruction publique,

ERNEST MÉLOT.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Guerre et de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Guerre et Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique sont chargés de présenter aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le contingent de l'armée sur le pied de paix, pour 1891, est fixé à cent mille (100,000) hommes au maximum.

ART. 2.

Le contingent de la levée de milice, pour 1891, est fixé à treize mille trois cents (13,300) hommes.

ART. 3.

Les dispositions contenues dans les deux premiers paragraphes de l'article 3 et dans l'article 4 de la loi sur la milice sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1891.

Donné à Bruxelles, le 13 novembre 1890.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Guerre,

PONTUS.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction publique,*

ERNEST MÉLOT.
